



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL

☎ 03.87.34.85.30 - FF/JG

FAX 03 87 34 85 15

A R R E T E

N° 2003 - AG/2 - 127

en date du 2 JUIN 2003

prescrivant à la Société EDF des prescriptions complémentaires (stockage des cendres - mise à jour des garanties financières) pour l'exploitation du Centre de Production Thermique de LA MAXE.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions susvisées et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1619/2 du 24 mai 1971 modifié et complété autorisant l'Electricité de FRANCE à installer et à exploiter une centrale thermique de production d'électricité sur le territoire des communes de LA MAXE, WOIPPY, ARGANCY et MALROY ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 3 février 2003 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 11 mars 2003 ;

Vu les observations émises le 4 avril 2003 par le Centre de Production Thermique de LA MAXE ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 22 avril 2003 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

A r r ê t e

Article 1

Pour l'exploitation du parc à cendres autorisé par l'arrêté préfectoral n°1619-2 du 24 mai 1971, la société E.D.F. respectera les dispositions suivantes.

Article 2 - Durée de l'exploitation

L'apport de cendres volantes est autorisé jusqu'au 30 juin 2003 à raison d'un tonnage annuel maximal de 12 475 tonnes. Sous réserve d'une information préalable de l'Inspection des Installations Classées et à titre exceptionnel, des cendres pourront être entreposées temporairement sur le site en cas d'interruption momentanée de la filière de valorisation.

Tout apport de cendres volantes sera définitivement arrêté avant 2015.

Article 3 - Volume

Le volume global de cendres stockées ne dépassera pas un million cent mille mètres cube.

Article 4 - Plans

L'exploitant dispose d'un plan d'exploitation à jour du site faisant apparaître les surfaces des différents casiers et la hauteur des zones à exploiter.

Article 5 - Registre

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant pour chaque apport journalier de cendres :

- la date de l'apport ;
- la quantité de cendres ;
- la destination (n° de casier).

Article 6 - Digues

Les digues des casiers sont conçues de manière à résister aux sollicitations hydrauliques et mécaniques des cendres entreposées et à éviter toute surverse d'eaux de décantation des cendres.

Article 7 - Eaux de décantation

Les eaux du transport hydraulique des cendres sont dirigées vers un bassin de décantation d'où elles sont repompées et canalisées vers le canal de rejet des eaux de la centrale thermique.

L'exploitant assurera une surveillance des rejets du parc à cendres selon les modalités suivantes.

Points de mesures	Paramètres	Fréquence
Station de repompage du bassin de décantation.	pH, DCO, MES, chlorures, sulfates.	Mensuelle
	As, Cr, Cr ⁶⁺ , Ni, Va, Zn, Pb, Hg, Se, Cd, Aox.	Trimestrielle
Piézomètres : 413, 415, 416, 417, 418, 420 et 430.	pH, DCO, MES, chlorures, sulfates.	Mensuelle
	As, Cr, Cr ⁶⁺ , Ni, Va, Zn, Pb, Hg, Se, Cd, Aox.	Bimestrielle
Collecteur principal de la station de pompage Saint Eloy.	pH, DCO, MES, chlorures, sulfates.	Semestrielle
	As, Cr, Cr ⁶⁺ , Ni, Va, Zn, Pb, Hg, Se, Cd, Aox.	

Deux fois par an, l'exploitant fera réaliser ces contrôles par un organisme extérieur compétent ; lors de ces contrôles trimestriels, l'exploitant fera valider ses résultats d'autosurveillance.

Dans le mois qui suit le trimestre de référence, l'exploitant transmettra les résultats de la surveillance et des contrôles à l'Inspection des Installations Classées sous forme d'un rapport commenté quant à l'évolution des paramètres mesurés. Les résultats de surveillance et de contrôle seront présentés en concentration et en flux.

Lorsque, pour les métaux et Aox, un résultat sur les piézomètres ou le collecteur principal de la station de pompage Saint-Eloy sera supérieur aux exigences de qualité définies dans le décret n° 2001-1220 (annexe I-1-B) du 20 décembre 2001, les services de la D.D.A.S.S. en seront informés par l'exploitant.

Article 8 - Bilan annuel de surveillance des eaux

Pour la surveillance des eaux prescrite à l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°1619/2 du 24 mai 1971, l'exploitant réalisera ou fera réaliser les contrôles suivants qu'il communiquera à l'organisme spécialisé.

Points de contrôle	Fréquence	Paramètres
<ul style="list-style-type: none"> - Piézomètres : 409, 410, 411, 413, 415, 416, 417, 418, 420, 421, 422, 423, 424, 429 bis, 430. - Station de pompage SAINT-ELOY. - Station de repompage de bassin de décantation. - Forage E.D.F. MOSELLE. 	Mensuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de nappe des piézomètres en côte NGF. - Chlorures. - Sulfates. - Titre hydrotimétrique.
<ul style="list-style-type: none"> - Puits 62 et 72. 	Annuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Sulfates. - Chlorures. - Titre hydrotimétrique.
<ul style="list-style-type: none"> - Piézomètres : 421 bis, 423, 424, 430. - Ballastières : S1 à S9. 	Annuelle	<ul style="list-style-type: none"> - Conductivité. - Titre hydrotimétrique.

L'exploitant communiquera également à cet organisme les résultats du suivi prescrit à l'article 7 du présent arrêté.

De plus, la piézométrie de la nappe sera également déterminée et l'exploitant fournira à cet effet les éléments nécessaires à l'organisme spécialisé.

Si des points de contrôle ne sont pas accessibles à E.D.F., l'exploitant fera une proposition de substitution de ces points par des nouveaux points de contrôle pour répondre à l'objectif de surveillance visé à l'article 9 de l'arrêté préfectoral n°1619-2 du 24 mai 1971. E.D.F. soumettra cette proposition à l'avis de l'hydrogéologue agréé. E.D.F. transmettra avant le 30 juin 2003 à l'Inspection des Installations Classées la proposition accompagnée de l'avis de l'hydrogéologue agréé. La mise en place de ces mesures compensatoires devra être effective pour le bilan annuel 2003.

Article 9 - Réaménagement du site

Considérant le courrier D5540MYR/DNI-020308 du 26 juillet 2002 adressé par l'exploitant à la D.R.I.R.E. Lorraine, l'exploitant réalisera un dossier sur les conditions de réaménagement du site après exploitation.

Ce dossier sera adressé au Préfet de la Moselle pour le 30 décembre 2003 ; au dossier seront joints :

- un plan (en côte NGF) de la topographie finale après réaménagement ;
- une description de l'insertion du site dans le paysage et son environnement ;
- un document décrivant la surveillance qui doit être réalisée durant la période de post-exploitation.

Article 10 - Garanties financières

Conformément au décret n°96-18 du 05 janvier 1996, l'exploitant doit disposer de garanties financières pour l'exploitation du parc à cendres volantes.

Les modalités d'actualisation et d'application de ces garanties sont définies ci-après.

Article 10.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières sont relatives à la surveillance du site, aux interventions en cas d'accident ou de pollution et à la remise en état du site après exploitation.

Le Préfet de la Moselle pourra faire appel à ces garanties financières :

- soit pour assurer la surveillance du site et le maintien en sécurité de l'installation, les interventions éventuelles en cas d'accident avant ou après la fermeture, la remise en état après la fermeture ; dans ce cas, l'appel aux garanties financières sera fait en cas de non-respect des arrêtés préfectoraux réglementant l'exploitation et après intervention des mesures prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement ;
- soit après disparition juridique de l'exploitant.

Article 10.2 - Montant des garanties financières

Le tableau ci-après indique les montants à garantir pour chaque période.

Période		Montant en euros TTC
En exploitation.	Jusqu'au 31 décembre 2015.	543 711
Post- exploitation.	Du 1 ^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2045.	455 823

Article 10.3 – Indexation

Le montant des garanties financières fixé à l'article 10.2 ci-dessus est indexé sur l'indice TP01 publié par l'INSEE. L'indice TP01 de référence est l'indice correspondant à la date de signature du présent arrêté. L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice interviendra chaque fois que l'un des deux termes suivants sera atteint :

- début d'une nouvelle période de garanties ;
- augmentation de cet indice supérieure à 15% pour la période courant depuis la dernière actualisation.

Dans les deux cas, l'actualisation des garanties financières sera faite à l'initiative de l'exploitant, sans que l'Administration ait à le demander.

Article 10.4 - Etablissement des garanties financières

La constitution des garanties financières devra être effective dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le document attestant de la constitution de ces garanties devra être un acte de cautionnement solidaire conforme au modèle de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié le 30 avril 1998 ; l'exploitant aura remis au Préfet de la Moselle l'acte de cautionnement solidaire dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Les garanties financières sont établies par l'exploitant soit auprès d'un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Le montant de ces garanties sera à tout moment au moins égal au montant de la période en cours tel que défini à l'article 10.2 ci-avant.

Ces garanties doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance. La justification des renouvellements de ces garanties sera adressée au Préfet de la Moselle dans un délai de trois mois avant l'échéance de la période en cours.

Article 10.5 - Actualisation des garanties

Le montant des garanties pourra être révisé par arrêté complémentaire pour tenir compte d'événements susceptibles d'intervenir en cours d'exploitation, de modifications apportées par l'exploitant à son mode d'exploitation ou de la réalisation par l'exploitant des obligations que doivent couvrir les garanties. Les demandes éventuelles de modification doivent être adressées au Préfet de la Moselle au plus tard six mois avant l'échéance de la période en cours de garantie.

L'exploitant tient à jour un état de situation des garanties qui lui ont été accordées ainsi que l'état prévisionnel des garanties que rend nécessaire son exploitation. Ces états sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

L'actualisation de ces garanties financières relèvera de l'initiative de l'exploitant.

Article 10.6 - Révision du montant des garanties financières

L'exploitant procédera à un calcul de révision des garanties financières sur la base des prescriptions du présent arrêté en intégrant les prescriptions de l'article 9.

L'exploitant fera réaliser, à ses frais, une analyse critique du calcul de révision des garanties financières ; l'analyse critique sera réalisée par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

L'exploitant transmettra à l'Inspection des Installations Classées pour le 31 mars 2004 :

- le calcul de révision des garanties financières ;
- l'analyse critique.

Le montant des garanties financières fixé à l'article 10.2 pourra être révisé sur demande de E.D.F. par voie d'arrêté préfectoral en fonction des résultats de l'étude critique.

Article 11 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L-514-1 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 12 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LA MAXE et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 13 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 14 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
La Sous-Préfète de METZ-CAMPAGNE,
Le Maire de LA MAXE,
Les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau

Laurent VAGNER


METZ, le 2^e 2003

LE PREFET,
Pour le Préfet;
Le Secrétaire Général,


Marc André GANIBENO